



Dans ce nouveau numéro de la *Chronique internationale de l'IRES*, le premier article analyse l'engagement bénévole des bénéficiaires de l'aide sociale en Suisse, en particulier des plus éloignés de l'emploi (familles monoparentales, personnes âgées de 55 ans et plus, ou à l'aide sociale depuis plus de quatre ans). Il s'interroge sur les conditions de réussite de cette initiative, et souligne en particulier qu'elle ne doit pas se substituer aux programmes d'insertion ou être instrumentalisée sous forme de travail gratuit.

Le deuxième article porte sur l'évolution des relations professionnelles dans les secteurs du spectacle et de l'audiovisuel en Grèce. Malgré une représentation collective fragmentée, l'essor des formes d'emploi atypiques, et le démantèlement des relations collectives de travail suite à la crise de la dette publique en 2010, les syndicats de ces secteurs ont connu un regain de dynamisme à la suite de la crise sanitaire. Ils sont parvenus à une réglementation renouvelée des relations professionnelles, notamment l'élaboration de standards minimaux de travail décent.

Le troisième article porte sur une nouvelle révision de la directive sur les comités d'entreprise européens (CEE), adoptée en 1994 et révisée une première fois en 2009. Réclamée depuis huit ans par la Confédération européenne des syndicats (CES), elle doit permettre d'augmenter le nombre de CEE et de rendre leur consultation plus efficace, tout en sanctionnant plus sévèrement les infractions à la directive. Le compromis trouvé par le Parlement, le Conseil et la Commission reste toutefois fragile, en raison notamment du changement des équilibres politiques issu des élections européennes de 2024.

Enfin, le dernier article examine les défis auxquels est actuellement confronté le mouvement syndical indien, dont le pouvoir de négociation ne cesse de décliner depuis la libéralisation économique postérieure à 1991, qui a renforcé la fragmentation d'une main-d'œuvre largement informelle. Le Code des relations industrielles adopté en 2020 ne fait qu'exacerber ces défis en introduisant des dispositions qui portent atteinte aux droits des travailleurs, en particulier au droit de grève, et en accordant des pouvoirs excessifs aux fonctionnaires d'État chargés de l'immatriculation des syndicats.

Suisse

L'engagement bénévole des bénéficiaires de l'aide sociale : un équilibre délicat entre épanouissement, reconnaissance et attentes institutionnelles

Grèce

Vers un cadre de travail décent dans les secteurs du spectacle et de l'audiovisuel ?

Union européenne

La deuxième révision de la directive sur les comités d'entreprise européens : un parcours semé d'embûches

Inde

Le déclin du pouvoir de négociation des syndicats



PUBLICATION TRIMESTRIELLE

Directrice de la publication : Anne-Florence QUINTIN, *Présidente de l'IREs*

Rédactrice en chef de la publication : Catherine SAUVIAT

Secrétariat de rédaction : Julie BAUDRILLARD

Maquette : EBZONE Communication (www.ebzone.fr)

Réalisation : Lyubica CURICH

COMITÉ DE LECTURE

Équipe de recherche

Sarah BARRIÈRES - Odile CHAGNY - Pierre CONCIALDI - Thomas COUTROT
Noélie DELAHAIE - François-Xavier DEVETTER - Jeanne FAGNANI - Anne FRETTEL
Jacques FREYSSINET - Anna FRISONE - Solveig GRIMAULT - Kevin GUILLAS-CAVAN
Odile JOIN-LAMBERT - Annie JOLIVET - Stéphane JUGNOT - Marcus KAHMANN
Axel MAGNAN - Antoine MATH - Christèle MEILLAND - Virginia MELLADO
Cristina NIZZOLI - Jean-Marie PERNOT - Udo REHFELDT - Catherine SAUVIAT
Claude SERFATI - Michèle TALLARD - Arnaud TRENTA - Catherine VINCENT

Conseillers techniques

Hugo BERNARD (CFE-CGC) - Paul FOUQUART (CFTC) - Philippe GUIMARD (CGT-FO)
Benoît KERMOAL (UNSA Éducation) - Théophile LAVALT (CFDT) - Fabrice PRUVOST (CGT)

CORRESPONDANTS

Jean FANIEL et Bernard CONTER (Belgique) - Christina KARAKIOULAFIS (Grèce)
Stéphane LE QUEUX (Australie et Asie du Sud-Est) - Aris MARTINELLI (Suisse)
Hiromasa SUZUKI (Japon)

Directeur général de l'IREs : Frédéric LERAIS

Directeur adjoint, administration et finances : Bruno ROUQUET

Administration : Caroline AUJOULET, Nadège MOUSSET

Documentation : Guillaume HEINTZ

Les numéros de la *Chronique internationale de l'IREs* sont en accès libre sur le site de l'IREs www.ires.fr
Les numéros depuis 2016 sont en accès libre sur le portail www.cairn.info

© IRES, Noisy-le-Grand, 2025 ■ Tactic Impressions - Gonesse
Dépôt légal : septembre 2025 ■ N° ISSN 1285-087X - Prix au numéro : 15,00 €

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservée à l'usage privé du copiste et non destinées à utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa 1er de l'article 40).
Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du code pénal.

L'Institut de Recherches Économiques et Sociales (Ires) est une association créée en 1982 par l'ensemble des organisations syndicales représentatives françaises, avec le concours du gouvernement. La CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, la CGT-FO et l'UNSA Éducation le gèrent en commun.

L'Ires a pour vocation d'apporter des éléments d'analyse sur l'ensemble des questions économiques et sociales nationales, européennes et internationales qui intéressent les organisations syndicales. Ses thèmes de recherche privilégiés sont : les mutations des systèmes productifs, les relations professionnelles, le travail, l'emploi, les revenus, la protection sociale.

Pour ce faire, le centre de recherche et de documentation se consacre à la réalisation d'un programme scientifique à moyen terme approuvé par l'assemblée générale et la commission scientifique. En outre, l'Ires soutient, via l'Agence d'objectifs, l'effort de recherche propre à chaque organisation syndicale. Les travaux réalisés dans ce cadre sont conduits sous la responsabilité des organisations syndicales.

La gouvernance de l'Ires est détaillée ci-dessous. Pour en savoir plus, voir notre site internet.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'IREs

Neuf syndicalistes

Membres du Bureau
Raphaëlle BERTHOLON (CFE-CGC)
Jean-Marc BŒUF (UNSA Éducation)
Bernard IBAL (CFTC) - Lionel LEROGERON (CGT)
Éric PÉRÈS (CGT-FO) - Anne-Florence QUINTIN (CFDT)

Administrateurs, représentants des syndicats

Sébastien DUPUCH (CGT-FO)
Fabien GUIMBRETIÈRE (CFDT)
Fabienne ROUCHY (CGT)

Quatre représentants du Premier ministre

Cédric AUDENIS, *Directeur de Insee*
Clément BEAUNE, *Haut-commissaire à la Stratégie et au Plan*
Michel HOUEBINE, *Directeur de la Dares*
Thomas WANECQUE, *Directeur de la Drees*

Neuf personnalités scientifiques

Rémi BOURGUIGNON, *Professeur à l'IAE Paris-Est*
Mario CORREIA, *Chercheur associé au LEST*
Ismaël FERHAT, *Professeur à l'Université Paris Nanterre*
Cécile GUILLAUME, *Maîtresse de conférences à l'Université de Surrey*
Donna KESSELMAN, *Professeure à l'Université Paris-Est Créteil*
Bernard LAURENT, *Professeur à l'École de management de Lyon*
Frédéric REY, *Professeur au LISE-CNAM-CNRS*
Loïck TANGE, *Économiste*
Michaël ZEMMOUR, *Professeur à l'Université Lyon 2, Triangle-MSH*

COMMISSION SCIENTIFIQUE

Élodie BÉTHOUX, *Professeur, à l'ENS-LYON*
Rémi BOURGUIGNON, *Professeur à l'IAE Paris-Est*
Mario CORREIA, *Chercheur associé au LEST*
Jean-Michel DENIS, *Directeur de l'ISST*
Ismaël FERHAT, *Professeur à l'Université Paris Nanterre*
Yannick FONDEUR, *Chercheur au CNAM*
Jérôme GAUTIÉ, *Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*
Solveig GRIMAULT, *Chercheure à l'Ires*
Mathilde GUERGOAT, *Professeure à l'Université de Lille*

Cécile GUILLAUME, *Maîtresse de conférences à l'Université de Surrey*
Donna KESSELMANN, *Professeure à l'Université Paris-Est Créteil*
Bernard LAURENT, *Professeur à l'École de management de Lyon*
Nadine LEVRATTO, *Directrice de recherche au CNRS*
Axel MAGNAN, *Chercheur à l'Ires*
Frédéric REY, *Professeur au LISE-CNAM-CNRS*
Loïck TANGE, *Économiste*
Michaël ZEMMOUR, *Professeur à l'Université Lyon 2, Triangle-MSH*